



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 20 (2024)

Faits saillants

- ❖ Région : la Malaisie devant la Thaïlande dans le secteur automobile
- ❖ Philippines : flux d'IDE en février à leur plus haut niveau depuis deux ans
- ❖ Vietnam : sauvetage sans précédent de la banque SCB par la banque centrale

LE CHIFFRE À RETENIR

6-12Mds\$

Écart annuel entre les données commerciales de la Birmanie et ses partenaires, suggérant un commerce illégal

Région

Défis des banques face aux taux durablement élevés

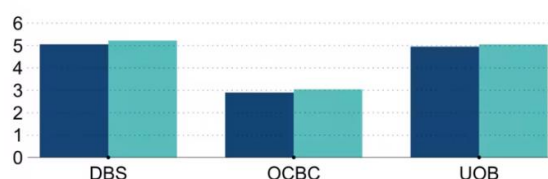
Selon un article du journal Nikkei Asia, le maintien de taux d'intérêt à des niveaux élevés plus longtemps que prévu par la Fed affecterait les banques régionales, qui ont tendance à suivre « avec insistance » les pas de la

banque centrale américaine. Selon l'entreprise d'analyse crédit Cria, cette situation pourrait conduire à une détérioration des bilans des banques de l'ASEAN au cours des trois prochains trimestres, sur fond de problèmes de liquidité pour les PME. Si les principales banques de Singapour (DBS, UOB, OCBC) ont enregistré des bénéfices au dernier trimestre, elles signalent également une augmentation des « actifs non performants ». Chez DBS, par exemple, première banque de Singapour, ces derniers ont augmenté de 3% en mars, tandis qu'ils ont progressé de 5% chez UOB. Dans un contexte de taux durablement élevés, la marge nette d'intérêt (MNI) – soit la différence entre les intérêts perçus sur les actifs de la banque et ceux versés sur les passifs – tend à diminuer. Cette tendance s'observe notamment chez les banques malaisiennes (CIMB Bank, Maybank, RH Bank) et thaïlandaises (Bangkok Bank, Krung Thai Bank).

Nonperforming assets at Singaporean banks

(In billions of Singapore dollars)

■ Q4 2023 ■ Q1 2024



As of end of quarter

Source: Company filings

Forte croissance des dépôts de brevets

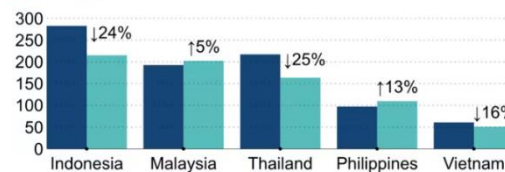
L'Asie du Sud-Est est un marché en pleine croissance pour les brevets, avec 471 000 demandes au cours des dix dernières années, principalement issues d'acteurs américains, japonais, européens, chinois et sud-coréens. Les États-Unis, le Japon et l'Europe représentaient 61% des dépôts entre 2018 et 2022. On peut noter l'importante augmentation des dépôts chinois : leur part de marché est passée de 4% sur la période 2013-2017 à 10% sur la période 2018-2022 ; elle reste toutefois environ 2 fois inférieure aux dépôts d'origine européenne, américaine ou japonaise. Du côté de l'ASEAN, 1 demande sur 7 provenait d'acteurs locaux de la région, et principalement de Singapour, qui domine avec 54% des inventions de la région. Sur la période 2018-2022, les États-Unis étaient la principale zone cible pour les innovations de l'ASEAN, à hauteur de 50%, suivis de la Chine (40% des cas).

La Malaisie désormais devant la Thaïlande dans le secteur automobile

Selon Nikkei Asia, la Malaisie est désormais le deuxième marché automobile en Asie du Sud-Est, après l'Indonésie, dépassant la Thaïlande en termes de ventes depuis trois trimestres consécutifs au T1

Southeast Asian auto sales in Q1

(In thousands of units)
■ 2023 ■ 2024



Source: Gaikindo (Indonesia), FTI (Thailand), CAMPI-TMA (Philippines), MAA (Malaysia), VAMA (Vietnam)

2024. Ce résultat est attribué, entre autres, aux exonérations de taxe proposées durant la pandémie pour les véhicules produits localement, bénéficiant notamment aux marques nationales Perodua et Proton, qui composent 60% du marché, ainsi qu'au lancement de nouveaux modèles électriques. Cependant, l'Association automobile malaisienne prévoit une baisse de 7,5% des ventes totales de véhicules pour l'ensemble de l'année 2024, en raison d'une possible rationalisation des subventions et d'un coût de la vie élevé. Parallèlement, la Thaïlande a connu une baisse de 25% de ses ventes au T1, en raison d'une hausse des prêts automobiles non performants, tandis que les ventes en Indonésie ont reculé de 24%, en lien avec la hausse des taux. Au Vietnam aussi, les ventes ont diminué de 16%. Seules les Philippines se démarquent, avec une hausse de 13% des ventes, liée potentiellement au recul de l'inflation.

Indonésie

Légère baisse de la dette extérieure au T1 2024

La dette extérieure de l'Indonésie a diminué au T1 2024, atteignant 403,9 Mds USD, contre 408,5 Mds USD au T4 2023. Cette baisse concerne aussi bien le secteur public que le secteur privé. En glissement annuel, la dette extérieure reste stable, après une hausse de 3,0% au trimestre précédent. La dette publique extérieure s'élevait à 192,2 Mds USD, contre 196,6 Mds USD au trimestre précédent. Ce recul s'explique en partie par les ventes nettes de titres d'Etat détenus par des non-résidents, en raison de l'incertitude croissante sur les marchés financiers. Ainsi, le ratio de la dette extérieure par rapport au PIB est en léger recul, de 29,8% à 29,3%, cette dette étant par ailleurs majoritairement à long terme (86,8%).

Accord entre Pertamina, ExxonMobil et KNOC pour un centre de capture et de stockage du carbone

La société pétrolière publique Pertamina, ExxonMobil et KNOC (Korea National Oil Corporation) ont signé un accord-cadre pour développer les technologies de capture et de stockage du carbone (CSC) en Indonésie, à commencer par les bassins Sunda-Asri en mer de Java. L'Indonésie entend utiliser ses réservoirs de pétrole et de gaz épuisés et ses aquifères salins pour stocker des centaines de gigatonnes de CO₂, avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation permettant d'attribuer jusqu'à 30% de cette capacité de stockage pour des émissions réalisées en dehors de l'Indonésie (cf. Brèves de la semaine 5). Cette coopération vise à étendre la chaîne de valeur du CSC en cartographiant les collaborations potentielles, le transfert de technologie, les moyens de transport et les sites de stockage, soutenant ainsi les projets de CSC en Indonésie et en Corée du Sud.

Malaisie

Croissance de 3% de la production industrielle au T1

En glissement annuel (g.a.), la production industrielle a augmenté de 3,2% au premier trimestre 2024, après +0,8% au trimestre précédent. Ces résultats sont néanmoins à nuancer, le rythme de croissance ayant ralenti passant de 4,3% en janvier à 2,4% en mars en g.a. La reprise de la production manufacturière (+2,0% au T1 après -0,3% au T4 2023, en g.a.) demeure essentiellement soutenue par la demande interne, la production destinée à l'export marquant le pas (+0,6% en g.a.). Les industries extractives et la production d'électricité enregistrent, quant à elles, des progressions de 5,9% et 9,0%, respectivement, au T1 2024 en g.a. (+3,8% et +4,5% au T4 2023).

Premières ventes aux enchères de certificats verts

Fadillah Yusof, ministre de la Transition énergétique, vient d'annoncer la mise aux enchères pour la première fois en Malaisie de certificats verts. Ces derniers sont issus de la production en 2022 de centrales solaires (814 GWh) et de centrales hydroélectriques (3 104 GWh). Les offres pourront être déposées du 13 au 27 mai 2024 sur la plateforme mGATS (Malaysia Green Attribute Trading System) gérée par l'électricien national Tenaga Nasional. La bourse malaisienne a également annoncé de son côté sa première vente aux enchères le 25 juin prochain de mille certificats verts issus de la production de la centrale hydroélectrique de Murum au Sarawak. Ce marché connaît une forte expansion depuis l'introduction du programme « Green Electricity Tariff (GET) » en 2021 qui permet l'allocation de certificats concomitamment à l'achat d'électricité verte générée dans le pays. La Malaisie se situe ainsi au 7^{ème} rang mondial en 2023 avec l'émission de 14,65 millions de certificats (+441% par rapport à 2022) juste après le Vietnam (6^{ème} avec 17,7 millions de certificats) selon la Fondation International Tracking Standard.

Un objectif d'augmentation de 75% du nombre de touristes étrangers d'ici 2026

L'agence de promotion Tourism Malaysia, qui dépend du Ministère du tourisme (MOTAC), a publié sa feuille de route 2024-2026. Alors que le pays n'avait pas encore retrouvé fin 2023 son niveau de fréquentation des touristes étrangers pré-pandémie (20,1 M contre 26,1 M en 2019), il se fixe comme objectif, ambitieux, la venue de 35,6 M de visiteurs en 2026 qui devraient générer près de 32,3 Mds USD de recettes (19 Mds USD en 2019). Pour ce faire, l'accent sera mis sur trois axes stratégiques : la promotion (avec notamment la réactivation du slogan « Malaysia, truly Asia »), l'amélioration des conditions d'arrivée (partenariats avec les opérateurs de transport transfrontaliers, évolution des conditions d'obtention de visas) et la priorisation de certains marchés cibles. Tourism Malaysia prévoit également de développer le segment de l'éco-tourisme ainsi que la mise à disposition de plusieurs applications numériques pour améliorer l'expérience visiteur. En 2023, les principaux pays d'origine des touristes étrangers étaient Singapour (41,3%), l'Indonésie (15,4%), la Thaïlande (7,5%) et la Chine (7,3%). En plus de ces marchés traditionnels, la Malaisie souhaite augmenter les arrivées en provenance d'Inde, du Vietnam, d'Australie, de Corée du Sud, du Royaume-Uni et des pays du Golfe.

Singapour

Lawrence Wong officiellement Premier ministre

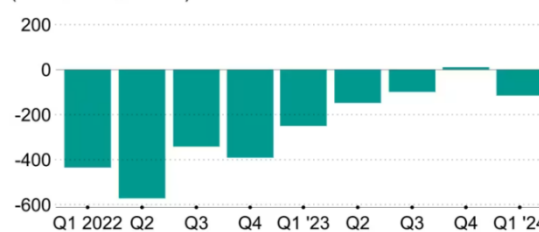
Lawrence Wong a succédé cette semaine à Lee Hsien Loong, fils du père fondateur de Singapour, Lee Kuan Yew. Parmi les changements notables de ce nouveau gouvernement, le ministre du Commerce, Gan Kim Yong, devient vice-Premier ministre et remplace Wong à la présidence de la banque centrale. En revanche, Lawrence Wong conservera le portefeuille du ministère des Finances, tandis que Lee Hsien Loong occupera une position de conseiller (Senior Minister), conformément à la tradition. Avec cette transition au pouvoir, Lawrence Wong devrait mener le Parti d'action populaire (PAP) lors des prochaines élections générales prévues d'ici novembre 2025.

Grab en passe de réaliser son premier bénéfice annuel

Basée à Singapour, la plateforme Grab prévoit en 2024 un excédent brut d'exploitation compris entre 185 et 200 M USD, soit une augmentation sensible par rapport aux prévisions initiales. Malgré une perte nette de 115 M SGD (85 M USD) au T1

Grab's quarterly net profit (loss)

(In millions of dollars)



Source: Company filings

2024, Grab a connu une croissance de son chiffre d'affaires de 24% sur la période, liée à une demande accrue dans tous les segments de son activité. La firme a en particulier bénéficié en début d'année de la multiplication des concerts et d'un plus grand nombre de touristes chinois – la cité-État délivrant depuis janvier une exemption de visa. L'expansion des fonctionnalités de traduction dans l'application et le lancement d'un plan de rachat d'actions reflètent par ailleurs ses efforts pour rassurer les investisseurs.

Sea : chiffre d'affaires record de près de 3 Mds USD au premier trimestre 2024, porté par le e-commerce

Cette entreprise phare de la tech singapourienne, détenue en partie par la société chinoise Tencent, a réalisé un chiffre d'affaires trimestriel record de 3,7 Mds SGD (2,8 Mds USD) début 2024, grâce à de solides transactions de commerce électronique, notamment via sa plateforme Shopee. Cette plateforme a vu son chiffre d'affaires (CA) augmenter de 31% à 2,9 Mds SGD (2,1 Mds USD). Malgré l'augmentation de son CA, Sea a enregistré une perte nette de 23 M SGD (17 M USD), due à des dépenses d'exploitation en hausse de 15% à 1,5 Md SGD (1,1 Md USD) et une perte d'investissement hors exploitation de 111 M SGD (82 M USD). D'un trimestre à l'autre, la perte nette s'est cependant réduite d'environ 80%. Le PDG, Forrest Li, a exprimé sa confiance dans la capacité de l'entreprise à s'adapter à un environnement changeant, entraînant une réponse positive du marché avec une hausse du cours de l'action de Sea de plus de 5%.

Vietnam

Sauvetage sans précédent de la Saigon Joint Stock Commercial Bank (SCB) par la banque centrale

Selon Reuters, début avril 2024, la SBV a injecté 24 Mds USD dans la SCB, soit 5,6% du PIB national et un quart des réserves de change du pays, pour éviter un effondrement de la banque suite à la plus grande fraude financière du pays (cf. brèves économiques du 07/03/2024 et du 17/04/2024). Les dépôts de la SCB ont chuté de 80% à 6 Mds USD en décembre 2023, et les créances douteuses de la banque représentaient 97% de son bilan en octobre. La crise, déclenchée par l'arrestation de Mme Truong My Lan qui détenait 91,5% de la SCB, a affecté les liquidités de la banque, nécessitant une restructuration pour laquelle les autorités vietnamiennes souhaitent également le soutien du secteur privé (investisseurs étrangers ou locaux, rachat d'actifs de la SCB, etc.).

Pressions inflationnistes attendues d'ici fin 2024

L'instabilité géopolitique, les cours élevés des matières premières et les fluctuations des taux de change constituent les facteurs principaux de ces possibles pressions inflationnistes. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 3,9% en glissement annuel sur les 4 mois 2024, proche de l'objectif fixé pour l'année (4-4,5%). Selon les experts, le gouvernement pourrait contrôler les prix des biens, mettre en place des politiques monétaires plus flexibles et envisager des mesures fiscales à destination des entreprises.

Validation du plan d'emprunt et de remboursement de la dette publique pour 2024 et sa gestion future

Selon le plan 2024, le Gouvernement sollicitera des prêts d'une valeur maximale de 28,2 Mds USD, montant supérieur à celui de l'année précédente (26,9 Mds USD). Le montant du remboursement de la dette publique s'élèvera de son côté à 18,9 Mds USD. Sur la période 2024-2026, les prêts et le remboursement de la dette publique atteindront respectivement 77,6 Mds USD et 46 Mds USD.

Thaïlande

Nouvelle visite du Premier ministre en France

Seulement deux mois après une première visite officielle en France en mars dernier, le Premier ministre thaïlandais Srettha Thavasin s'est de nouveau rendu à Paris le 16 mai pour une visite de travail. À l'occasion de cette seconde visite, Il a pu s'entretenir avec le Président de la République française, entretien qui a notamment permis de mettre en avant leur volonté respective de renforcer la coopération bilatérale dans les transports et la transition énergétique, mais aussi dans le domaine de la défense et de la sécurité. Les deux hommes ont également échangé sur la préparation du sommet sur l'intelligence artificielle prévue en France au début de l'année 2025 et de la conférence des Nations unies sur l'Océan qui se tiendra à Nice en juin 2025, ainsi que sur les initiatives prises pour préserver la biodiversité, en particulier dans l'Indopacifique. Dans la matinée, s'est par ailleurs tenu un forum d'affaires franco-thaïlandais, organisé par le MEDEF, en présence du Premier ministre thaïlandais accompagné d'une délégation des principaux groupes thaïlandais, privés et publics, dont CP, PTT et Thai Airways, à l'issue duquel trois accords de coopération (MoU) ont été signés, dont deux avec le groupe CP : le groupe français Schneider Electric et CP Food dans le domaine des solutions logicielles et de l'automatisation, Airbus et CP dans les domaines de la production de carburant durable d'aviation (SAF) à partir de déchets agricoles, et de la logistique aérienne, et enfin la « startup » française Starbust Aerospace et l'agence spatiale thaïlandaise GITSDA dans la défense et de l'aérospatial. Cette seconde visite témoigne de l'excellence de la relation bilatérale entre la France et la Thaïlande, avec des progrès enregistrés dans des segments clés de notre coopération.

Remise en vente aux enchères de créneaux orbitaux

La National Broadcasting and Telecommunications Commission (NBTC) a annoncé que des lots de créneaux orbitaux non vendus lors d'enchères en janvier 2023 seront remis en vente entre le 23 août et le 7 septembre 2024. L'année dernière, la vente aux enchères concernait 5 lots de créneaux orbitaux, mais seulement 3 avaient été vendus. Deux d'entre eux ont été alloués à Space Tech Innovation, société affiliée à l'opérateur satellite ThaiCom, qui a passé commande auprès d'Airbus en septembre dernier pour la livraison du satellite de télécommunication reconfigurable à haut débit OneSat. Afin d'attirer de nouveaux soumissionnaires sur les deux lots restants, la commission a amendé les conditions de mise aux enchères, notamment en allongeant le délai de lancement des satellites après l'obtention de la licence (5 ans au lieu de 3) et a procédé à une importante baisse des prix.

Plan controversé de vente de riz vieux de dix ans : une étape de plus vers la réhabilitation de la famille Shinawatra ?

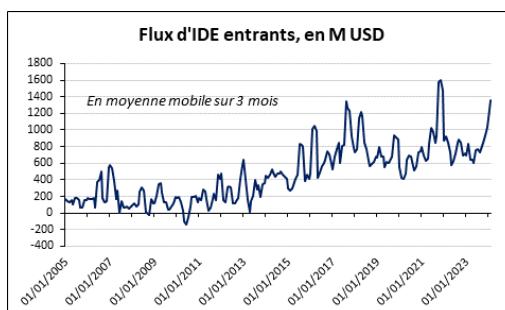
Le ministère du Commerce a annoncé la tenue fin mai ou début juin d'une vente aux enchères de riz entreposé depuis dix ans dans le nord du pays. Ces stocks ont été constitués dans le cadre d'un programme d'intervention massif (environ 14 Mds USD) sur le prix du riz en Thaïlande de 2011 à 2014 mis en place par l'ancienne première ministre Yingluck Shinawatra. Les pouvoirs publics avaient alors acheté du riz aux producteurs 50% plus cher que le prix de marché, sans être en mesure de l'écouler totalement sur les marchés internationaux sur lesquels la Thaïlande avait perdu des parts de marché. Des abus dans le cadre de cette intervention avaient valu à Yingluck Shinawatra une condamnation à 5 ans d'emprisonnement en 2017, à l'origine de son exil actuel. Les enjeux de la vente sont limités : environ 8 M USD, pour 15 kt de riz restantes sur 18,6 Mt de stock en 2014 à la fin du programme d'intervention - plus de 95% des stocks de riz avaient été vendus en 2018 par le gouvernement du général Prayut. Pour vanter le riz vieux de dix ans, le Premier ministre thaïlandais et le ministre du Commerce, deux ministres de premier plan du parti Pheu Thai, contrôlé par la famille Shinawatra, se sont personnellement mobilisés, dégustant publiquement le riz. Cette mobilisation au plus haut niveau en regard d'enjeux limités a conduit des commentateurs à y voir un nouveau pas pour réhabiliter Yingluck, alors que son frère Thaksin est déjà revenu en Thaïlande à l'automne dernier après un exil de plus de dix ans et s'y déplace désormais quasiment librement. Des tests indépendants ont montré la présence de champignons et toxines dans les échantillons testés et des inquiétudes sur la possibilité d'assurer la comestibilité du riz ont été soulevées, ainsi que des craintes pour l'image internationale de la qualité du riz thaïlandais, un produit d'exportation majeur (178 Mds THB en 2023, soit 4,9 Mds USD). Le ministère du Commerce n'a pas exclu de proposer le riz à l'exportation, évoquant l'intérêt de clients africains. Le ministère de la Défense thaïlandais a aussi indiqué son intérêt pour une acquisition auprès de ses soldats, si la comestibilité était assurée.

Philippines

Niveau record pour les flux d'IDE en février

Les flux d'IDE entrants ont augmenté de 29,3% en février 2024 par rapport à 2023, pour se fixer à 1,36 Md USD, le niveau le plus élevé depuis plus de deux ans (2,66 Mds USD en décembre 2021). Cette hausse est attribuable à l'expansion massive des

engagements financiers sous forme de capitaux propres des non-résidents, qui est passé de 74 M USD en février 2023 à 764 M USD en février 2024 (+927,3%), une hausse légèrement nuancée par la baisse de 41,5% des investissements sous forme d'instruments de dette des non-résidents. Les capitaux propres proviennent dans leur majorité des Pays-Bas (sans vérification d'un éventuel « effet Rotterdam ») et sont à destination du secteur financier et de l'assurance.



Fermeture du Sofitel Philippine Plaza 48 ans après son ouverture (dont 18 sous la bannière de Accor)

Le Sofitel Philippine Plaza, un hôtel historique de la baie de Manille, va fermer ses portes le 1^{er} juillet pour des questions de sécurité. Sous gestion du groupe Accor depuis 2006, l'hôtel de 600 chambres s'est longtemps illustré comme un des palaces les plus luxueux de Manille, avant de souffrir ces dernières années de commentaires négatifs de ses visiteurs, dénonçant notamment des infrastructures vieillissantes et une baisse de la qualité des prestations. Les rénovations nécessaires à la réhabilitation du bâtiment ont été chiffrées à 155 M USD. Le bâtiment de l'hôtel, propriété de Philippine Plaza Holdings Inc. (PPHI), est situé sur un terrain possédé par le fonds de pension pour fonctionnaires « Government Service Insurance System ». La négociation pour le renouvellement du contrat de bail va jouer un rôle essentiel pour déterminer l'avenir de l'hôtel : PPHI a demandé une prolongation de 25 ans de son contrat de location, après l'expiration prévue en 2041. L'issue des négociations devrait déterminer la volonté des propriétaires de poursuivre ou non les travaux de rénovation nécessaires à une éventuelle réouverture. L'hôtel fait partie des 12 hôtels de luxe construits sous le mandat du Président Marcos Sr. pour accueillir les réunions du FMI et de la Banque Mondiale en 1976. La décision intervient après deux ans d'excellents résultats et dans un contexte politique engagé pour la montée en gamme et le développement du tourisme aux Philippines face aux voisins de l'ASEAN.

Cambodge

Vers des bâtiments à faible émission de carbone

Le 8 mai 2024, à Phnom Penh, a été lancé le projet Asia Low Carbon Buildings Transition (ALCBT). Il promeut la transition vers des bâtiments à faible émission de carbone, afin de réduire significativement la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments au Cambodge. Soutenu par l'Allemagne, dans le cadre de l'Initiative internationale pour le climat, ce projet de 5 ans vise une diminution directe et indirecte des émissions de gaz à effet de serre de 1,7 million de tCO₂eq pour tous les pays participants (Cambodge, Inde, Indonésie, Thaïlande et Vienne) et la mobilisation d'investissements de l'ordre de 152 M USD. Au Cambodge, deux résultats spécifiques sont attendus : l'amélioration du code de la construction et la réduction des émissions de carbone. En 2019, les secteurs résidentiel, commercial et public représentaient 43% de la consommation totale d'énergie du pays. Sans mesures d'efficacité énergétique, la demande d'électricité dans tous les secteurs du Cambodge devrait être multipliée par six pour atteindre 66TWh d'ici 2040. Par ailleurs, la politique nationale d'efficacité énergétique 2022-2030 prévoit de réduire la consommation finale totale d'énergie du pays de 19% d'ici 2030 (de 89 837GWh à 72 470GWh). Pour ce faire, le pays prévoit de répartir les efforts entre tous les secteurs : bâtiments résidentiels (-34%), services publics (-29%), bâtiments commerciaux (-25%), industrie (-20%) et transports (-5%).

30 M USD de prêts pour l'industrie rizicole

La Société publique de garantie de crédit du Cambodge (CGCC), la Fédération cambodgienne du riz (CRF) et les sept institutions financières participantes (AMK Microfinance, Canadia Bank, FTB, Maybank, Prince Bank, Sathapana Bank et Wing Bank) ont signé un accord pour un Programme de garantie des exportations de riz (REGS) de 30 M USD. Le programme répondra aux besoins de financement des exportateurs et des minotiers de riz qui n'ont aucune garantie pour obtenir des prêts auprès des institutions financières, en particulier pendant la saison des récoltes. Dans le cadre de ce programme, la CGCC offre une couverture de garantie de 80% pour des prêts jusqu'à 3M USD. Le financement vise à accroître la productivité, la compétitivité de l'industrie rizicole cambodgienne et à stimuler les exportations de riz décortiqué. Actuellement, le manque de capitaux demeure l'un des principaux problèmes dans la filière du riz du Cambodge. La plupart du riz cambodgien est exporté sous forme brute vers le Vietnam, qui dispose d'un pouvoir d'achat significatif (entre 3 et 4 Mt chaque année). Le riz cambodgien est ensuite transformé, emballé sur le territoire vietnamien pour réexportation. Cela représente un manque à gagner pour le Cambodge.

Laos

Les crédits carbone au secours de la forêt ?

Les autorités prévoient la mise en place de crédits carbone pour valoriser une forêt qui recouvre moins de 70% de la superficie du pays (contre 78% en 2010). Le pays est d'ailleurs classé parmi les six ou sept pays perdant le plus de forêts chaque année ; devant la Malaisie par exemple. Il faut dire que les enjeux sont importants pour le pays, et au-delà, en termes de biodiversité, de capture du carbone, d'habitat et de source de revenus pour les populations ainsi que de lutte contre la pollution (due aux feux de forêt). Aujourd'hui, la principale cause de déforestation est l'extension des surfaces agricoles, notamment pour la culture du manioc. Plusieurs partenaires soutiennent le Laos dans cette démarche. L'Australie vient ainsi d'organiser un séminaire pour contribuer au système de crédits carbone au Laos, avec la participation du Global Green Growth Institute (GGGI, organisation internationale ayant son siège à Séoul et dont plusieurs pays européens font partie). Le projet de décret correspondant vise un alignement avec les engagements de l'accord de Paris et devrait être publié en juin. Ce nouveau mécanisme ne suffira pas à régler toutes les difficultés. Aussi, l'appui que l'Union européenne apporte, est également bénéfique. Le programme "Protection and Sustainable Use of Forest Ecosystems and Biodiversity", mis en œuvre par la GIZ (Allemagne) et le ministère de l'Agriculture et de la forêt, complètera utilement les crédits carbone mis en œuvre par le ministère des Ressources naturelles et de l'environnement.

Étude de faisabilité d'une installation solaire flottante au nord de Vientiane

Le ministère du Plan et de l'investissement vient d'autoriser l'étude de faisabilité préalable à la construction d'une ferme solaire photovoltaïque flottante. Elle serait installée sur le réservoir du premier barrage construit au Laos (1968), celui de Nam Ngum 1, d'une capacité de 150MW. Celui-ci est situé sur la rivière éponyme, l'un des principaux affluents du Mékong au Laos. Le projet, qui sera réalisé par Liankham Trading Sole Co., Ltd., nécessitera un investissement de 1 Md USD. Il s'agira d'installer, sur ce réservoir de 1 565 ha, suffisamment de panneaux solaires pour atteindre une puissance d'environ 1,5MWc. Pour des raisons d'accessibilité également, la réalisation de ce projet – sous réserve de son approbation – s'étalera sur 10 ans. Alors que la capitale laotienne connaît de nombreuses coupures d'électricité, une telle centrale serait fort utile (elle serait située à environ 50km de Vientiane). De fait, le parc hydroélectrique laotien, aussi développé qu'il soit, connaît des difficultés. D'une part, la production d'hydroélectricité est affectée d'une très forte saisonnalité. De ce point de vue, une production solaire complèterait utilement la production d'électricité en saison sèche et ensoleillée. D'autre part, le réseau de transport et de distribution d'électricité est insuffisant pour acheminer l'énergie produite jusqu'aux utilisateurs. Les investissements nécessaires prendront du temps, ne serait-ce que pour une question de coûts.

Birmanie

Importance du commerce illégal

Selon le Centre du commerce international (ITC), une différence commerciale annuelle de 6 à 12 Mds USD est enregistrée pour la Birmanie avec ses partenaires commerciaux, notamment la Chine, la Thaïlande, l'Inde et le Japon, prouvant ainsi l'existence d'un commerce illégal entre eux. Présidé par le vice-premier ministre, le comité pour l'éradication du commerce illégal révèle que les saisies de marchandises illégales ont atteint environ 250 Mds MMK (119 M USD) pour les 12 430 cas traités depuis la reconstitution du comité en 2019 jusqu'en avril 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr